

Redistribution politique dans le conflit rwandais

AFP, 15 octobre 1990

NAIROBI - Une redistribution politique s'est produite lundi dans le conflit au Rwanda, avec l'annonce que ce pays allait saisir le Conseil de sécurité des Nations-Unies, le lancement d'une initiative de paix associant la Belgique, et le renvoi des troupes zaïroises venues aider le régime du président Juvénal Habyarimana.

"La délégation rwandaise a fait part de son intention de saisir à bref délai le Conseil de Sécurité des Nations-Unies de la situation prévalant dans la région", déclare un communiqué publié à Bruxelles à l'issue d'une rencontre lundi matin dans la capitale kenyane entre le Premier ministre Belge Wilfried Martens et le Président du Rwanda. Cette initiative entre dans le cadre d'un plan de paix en cours d'élaboration entre la Belgique, l'ancienne puissance coloniale, et le Rwanda, a-t-on précisé de

source diplomatique à Nairobi.

La Belgique a pour sa part décidé de porter la question du Rwanda devant la prochaine réunion ministérielle de coopération politique de la CEE, selon le communiqué.

Lors des discussions de Nairobi, auxquelles participaient également les ministres belges des Affaires étrangères et de la Défense, MM. Mark Eyskens et Guy Coeme, et l'homologue rwandais de M. Eyskens, M. Casimir Bizimungu, le Rwanda s'est engagé quant à lui à poursuivre les consultations régionales *"pour trouver une solution pacifique et durable aux problèmes posés par la question des réfugiés"*. Cette question est au cœur du conflit rwandais, puisque les rebelles anti-gouvernementaux, qui ont envahi le 1^{er} octobre le nord-est du Rwanda, appartiennent pour la plupart à la communauté des exilés Tutsi rwandais qui ont fui leur pays après des

massacres ethniques, depuis le début des années 1960.

Les consultations régionales que le Rwanda s'engage à mener concernent en particulier l'Ouganda, d'où les rebelles ont envahi le Rwanda, avec des armes et des véhicules volés à l'armée ougandaise. M. Habyarimana a annoncé qu'il devait rencontrer le président ougandais Yoweri Museveni en Tanzanie, immédiatement après ses discussions à Nairobi. Mais cette rencontre a été annulée sans explication, selon la radio rwandaise.

La présence des militaires étrangers

Le président ougandais, qui est président de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA), a été accusé de complicité passive dans l'invasion armée du Rwanda. Le chef des rebelles du Front Patriotique Rwandais (FPR), le commandant Fred Rwigyema, a été chef d'état-major adjoint de l'armée ougandaise. Le FPR n'a pas pris part aux discussions de Nairobi, selon des sources diplomatiques.

Interrogé lundi matin à son départ de Kigali pour Nairobi sur une éventuelle rencontre avec des représentants des rebelles, le président rwandais a simplement déclaré : *"Pour arrêter un ruisseau, il faut remonter à la*

source", faisant allusion à l'Ouganda.

Le communiqué publié à l'issue de la réunion de Nairobi ne fait pas mention des troupes belges, 535 parachutistes envoyés le 4 octobre au Rwanda pour protéger les ressortissants belges dans ce pays.

En revanche, le Rwanda a demandé le renvoi des troupes zaïroises venues à l'aide du régime rwandais en vertu des accords régionaux qui lient les deux pays, selon des sources diplomatiques à Nairobi. On ignore cependant si cette demande porte sur la totalité des effectifs zaïrois. Ces soldats, qui sont officiellement 500 mais dont le nombre réel est beaucoup plus élevé, selon des diplomates, se seraient rendus coupables de pillages. Ils constitueraient par ailleurs une gêne dans la nouvelle donne politique qui se met en place avec l'initiative de paix belgo-rwandaise, estiment les observateurs.

Cette initiative pourrait par ailleurs impliquer la France, qui a envoyé 300 légionnaires au Rwanda pour protéger ses ressortissants. Le président Habyarimana a demandé à être reçu mercredi par M. François Mitterrand, selon des sources diplomatiques. La présidence française n'avait pas encore fait connaître sa réponse lundi soir, a-t-on précisé.

ms/chm.